

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Madame LELARD**

Les Marchais  
28480 Luigny

Références : 0010008590/TTa/RAPVI/IC240376  
Code AIOT : 0010008590

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2024 dans l'établissement **Madame LELARD** implanté Les Marchais 28480 Luigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite d'inspection faisant suite à un signalement de la part de la mairie de Luigny.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- **Madame LELARD**
- Les Marchais 28480 Luigny
- Code AIOT : 0010008590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Terrain privé avec la présence de nombreux déchets (pneumatique, BTP...)

**Thèmes de l'inspection :**

- Autre
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative - autorisation	Code de l'environnement du 10/06/2024, article L.512-1	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative - autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/06/2024, article L.512-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régime de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article <a href="#">L. 511-1</a> .  L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er.
<u>La visite d'inspection du 10 juin 2024 est réalisée à la suite d'un signalement.</u>  L'inspection des installations classées s'est rendue sur place afin de constater l'état des parcelles suivantes : ZN76, ZN77, ZN93 et ZN95. En l'absence d'interlocuteur, les constatations ont eu lieu depuis la route départementale D955.  Le jour de l'inspection, il est observé les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• La présence de nombreux déchets (non identifiables), dont des pneumatiques sur les parcelles ZN77, ZN93 et ZN95</li><li>• La présence d'un dépôt récent de déchets inertes du BTP. La quantité de déchets est jugée faible (&lt;10m³)</li></ul> De plus, après consultation d'une vue aérienne datée du 30 mai 2023, il est possible d'affirmer les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- Surface cumulée des parcelles (hors habitation principale) ≈ 4360 m²</li><li>- Surface susceptible d'accueillir les pneumatiques ≈ 2840 m²</li></ul> Le terrain étant très broussaillieux, l'inspection des installations classées estime un volume de pneumatique supérieur à 1000 m³.  Considérant l'état des pneumatiques ainsi que la végétation, l'inspection des installations classées estime une durée d'entreposage supérieure à 3 ans.  <b><u>Constat : Est exercé, sur le site de Mme Lelard, une activité de stockage de déchets non dangereux (pneumatique) sans être autorisé au titre de l'article L.512-1 du Code de l'environnement pour l'exploitation d'une activité classable sous la rubrique 2760-2.b de la nomenclature des ICPE.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois